

CABINET



Koulouba, le 21 JUIN 2021

DISCOURS DU MINISTRE DES AFFAIRES
ETRANGERES ET DE LA COOPERATION
INTERNATIONALE A L'OCCASION DE
SA RENCONTRE AVEC LE CORPS
DIPLOMATIQUE

KOULOUBA, le 21 Juin 2021

- **Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique ;**

- **Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs ;**

- **Mesdames et Messieurs les Représentants des
Organisations Internationales ;**

Je vous remercie de m'offrir l'opportunité d'échanger avec vous cet après-midi sur la situation dans mon pays.

Auparavant, je voudrais vous remercier pour vos nombreux messages de félicitations reçus suite à ma nomination en qualité de Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération internationale.

Cette nomination qui intervient dans un contexte singulier m'oblige à avoir avec vous des moments d'échanges réguliers autour de notre coopération si importante.

La rencontre d'aujourd'hui s'inscrit dans ce cadre.

Vous me permettez de commencer cette session en observant **une minute de silence en mémoire des victimes civiles et militaires maliennes comme étrangères** de la crise multidimensionnelle qui sévit dans notre pays depuis 2012.

A cet égard, le Mali exprime sa profonde gratitude aux pays africains frères et à l'ensemble de la communauté internationale pour les sacrifices consentis à nos côtés et pour la constance de leur engagement.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Témoins privilégiés de la vie politique de notre pays, vous suivez avec nous la crise multidimensionnelle que traverse le Mali depuis 2012.

Les élections législatives de 2020 et la Pandémie de la COVID-19 ont contribué à complexifier cette crise qui fragilise tous les fondements de l'Etat.

C'est le lieu pour moi de manifester, au nom du Président de la Transition, Chef de l'Etat, la reconnaissance du peuple malien à l'endroit de tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux pour leur présence constante aux côtés du Mali et leur accompagnement dans la recherche de solutions idoines à la crise.

Dans l'expression de cette gratitude envers les pays et les Organisations Internationales que vous représentez, permettez-moi **de faire une adresse particulière à l'endroit de la CEDEAO**, notre Organisation sous régionale, dont l'accompagnement constant à travers ses Sommets spécifiques consacrés à la situation au Mali et les multiples missions dépêchées sur place, nous ont permis de toujours tenir le navire.

Ainsi, suite à l'avènement de nouvelles Autorités à la tête de l'Exécutif de la Transition, le Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO tenu à Accra le 30 Mai 2021 a, conformément à ses textes, suspendu le Mali de l'Organisation.

Pour autant, la CEDEAO n'a pas abandonné le Mali à son sort.

En effet, au cours de ce sommet, elle a non seulement réaffirmé sa volonté ferme de soutenir et d'accompagner le processus de transition, mais également exhorté l'ensemble de ses partenaires internationaux, notamment

l'Union Africaine, les Nations Unies et l'union Européenne à poursuivre leur soutien à notre pays afin d'assurer la réussite de la Transition.

A la suite de ce Sommet Extraordinaire, une mission de Haut niveau de la CEDEAO, conduite par l'Envoyé Spécial et Médiateur de la CEDEAO au Mali, Son Excellence Monsieur GOODLUCK JONATHAN dont je salue ici l'abnégation et la patience, a séjourné au Mali du 08 au 09 juin 2021.

Cette mission a salué les engagements pris par le Président et le Premier Ministre de respecter les décisions du Sommet Extraordinaire de la CEDEAO et indiqué certaines actions à entreprendre pour réussir la Transition dans le délai fixé. Elle a par ailleurs encouragé les autorités maliennes à renforcer les efforts sécuritaires avec tous les partenaires afin de créer un environnement paisible et apaisé pour que les prochaines élections soient inclusives, transparentes et crédibles.

Lors de son dernier Sommet tenu à Accra le 19 juin 2021, la CEDEAO, tout en restant saisie de la question, a pris note de l'évolution positive de la situation au Mali avec la nomination d'un Premier Ministre civil et la formation d'un nouveau Gouvernement.

Le Gouvernement de la République du Mali s'engage à coopérer pleinement avec la Commission de la CEDEAO en vue de faciliter le fonctionnement efficace du mécanisme de suivi du calendrier électoral et d'assurer la mise en œuvre des mesures arrêtées.

Je voudrais, à travers vous, saluer le leadership des Chefs d'Etat de la CEDEAO pour leur appel à la communauté internationale en faveur du Mali, malgré les mesures de suspension.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Dans le sillage de la CEDEAO, d'autres Organisations qui sont des partenaires stratégiques du Mali, ont décidé, conformément à leurs instruments normatifs, de suspendre la République du Mali de toute participation aux activités de leurs instances.

Comme la CEDEAO, l'**Union Africaine** lors de la 101^{ème} réunion de son Conseil de Paix et de Sécurité tenue le 1^{er} juin 2021 a décidé, en plus de son appel aux Autorités maliennes à respecter pleinement et inconditionnellement la Charte de la Transition, de s'engager avec toutes les parties prenantes concernées par la situation au Mali, en vue d'identifier les domaines dans lesquels elle pourrait lui apporter son soutien.

Par ailleurs, l'Union Africaine a appelé la communauté internationale à apporter son soutien financier au Mali afin de lui permettre de relever les graves défis macroéconomiques auxquels le pays est confronté et de veiller à la pleine réussite de la transition.

De son côté, le **Conseil Permanent de la Francophonie**, réuni en session extraordinaire le 03 juin 2021 à Paris, a décidé, conformément aux dispositions de la **Déclaration de Bamako sur la Démocratie, les Droits et Libertés**, de suspendre la République du Mali des Instances de l'Organisation, tout en maintenant les programmes de coopération multilatérale francophone, notamment ceux en soutien du processus de rétablissement de l'ordre constitutionnel et démocratique.

Plus récemment, lors de l'examen par le Conseil de Sécurité du **Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies sur la situation au Mali**, le 14 juin dernier, le Chef de la **Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA)**, a souligné la nécessité d'un « soutien continu » du Conseil de sécurité et de la communauté

internationale au Mali, estimant que ce soutien indéfectible des partenaires internationaux restera vital pour le processus en cours.

Tout en prenant acte de ces mesures, il est important que la communauté africaine et internationale prenne la pleine mesure de la situation particulière de notre pays, plongé depuis 2012 dans une crise multidimensionnelle, un pays en guerre contre le terrorisme, menace qui aujourd'hui affecte les pays du Sahel, nos voisins africains et l'Europe pour ne citer que ceux-ci.

Les sanctions ne peuvent que fragiliser davantage notre pays et exposer la région. Le Mali demande la compréhension de la communauté internationale et une lecture plus réaliste et pragmatique des événements du 25 mai 2021.

Nos efforts aujourd'hui doivent être concentrés sur la réussite de la Transition.

Une levée des mesures de suspension et un engagement constructif avec les autorités de la Transition et l'ensemble des acteurs maliens y contribueront grandement.

Sur le plan interne, en plus de l'engagement sans réserve de ses forces militaires aux côtés de celles internationales dans des opérations militaires en cours contre les groupes armés terroristes, le Mali tenant compte de ses réalités locales, entend dialoguer avec les communautés. Il est à rappeler que cette option, qui n'est pas nouvelle, découle des recommandations du Dialogue national inclusif (DNI) et ne signifie encore nullement l'abandon des opérations militaires dans lesquelles un nombre important des forces de défense ont perdu la vie. Il s'agit d'offrir une perspective à ces communautés en les soustrayant de l'emprise des groupes terroristes.

Le Mali salue la contribution de l'ensemble des partenaires à la lutte contre le terrorisme notamment les pays du G5 Sahel et la force Française Barkhane.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Le Mali salue le soutien de la communauté internationale à son processus de sortie de crise et réaffirme ici et maintenant sa volonté inébranlable de respecter tous les engagements internationaux qu'il a pris.

Il s'agit notamment de :

- l'organisation d'élections crédibles et transparentes aux échéances prévues ;
- la mise en œuvre intelligente et efficace de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger ;
- la mise en œuvre des réformes institutionnelles afin de doter le pays de structures de gouvernance crédibles et transparentes ;
- l'amélioration de la sécurité pour permettre le retour de l'Administration sur l'ensemble du territoire.

L'assurance ferme de la mise en œuvre de ces engagements a été faite par le Président de la Transition, Chef de l'Etat, le Colonel Assimi GOÏTA, lors de sa prestation de serment le 07 juin 2021 et réaffirmée lors du Conseil des Ministres du 16 juin 2021.

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, quant à lui, n'a pas manqué de rappeler les mêmes engagements lors de ses différentes interventions.

Pour une large adhésion de la classe politique et de l'ensemble des acteurs du processus à ces engagements, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, les soumettra très bientôt au Conseil National de la Transition.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Le Gouvernement de Transition a pleinement conscience des difficultés qui assaillent le Mali depuis une décennie. Il reste cependant déterminé à relever tous les défis grâce au génie de son peuple qui sait transcender ses divergences lorsque la survie du pays est en jeu.

Dans sa quête de stabilité, de paix, de développement et de bien-être, le Mali a toujours bénéficié de la solidarité de ses partenaires et apprécie à sa juste valeur le sacrifice consenti par la communauté internationale.

Pour conclure, je voudrais exprimer le souhait du Président de la Transition, Chef de l'Etat, et du Gouvernement, de continuer à bénéficier de cette solidarité et de cet accompagnement pour permettre le retour rapide du pays à l'ordre constitutionnel normal et dans le concert des Nations.

Je sais pouvoir compter sur votre accompagnement habituel pour ce plaidoyer auprès de vos pays et organisations respectifs.

Je vous remercie.